

## COMMUNE DE SAINT-LOUIS

ARRETE N° 950 /PA/DAJ/MJ/2018

Portant injonction d'évacuation en raison forte houle

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-LOUIS,

Vu la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du maire,  
Vu le code l'environnement,  
Vu le Code de la Sécurité Intérieur,  
Vu l'article R 610-5 du Code Pénal,  
Vu l'arrêté n° 55/PA/DAJ/SCC/KL/2018,  
Vu l'avis de Météo France en date du vingt-deux octobre deux mille dix-huit prévoyant un événement forte houle sur le littoral,  
Vu l'avis n° 565 / 2018 du 22 / 10 / 2018 de la police municipale,

Considérant que pour des raisons de sécurité et des personnes et en vertu du principe de précaution, il convient de demander aux familles riveraines de la frange littorale du Front de Mer de Saint-Louis, repérées comme les plus exposées aux risques, d'évacuer immédiatement leur habitation,

Considérant l'extrême urgence à prendre ces mesures de sûreté,

## ARRETE

**Art. 1.** – Les occupants des logements situés sur le boulevard de front de mer et riverains de la frange littorale du front de mer de Saint-Louis étant repérés comme étant les plus exposés aux risques doivent évacuer leur habitation dès l'annonce du bulletin émis par Météo France pour les épisodes de fortes houles.

Les occupants des logements concernés doivent se rendre vers le centre d'hébergement communal situé dans les services techniques ouvert à cet effet.

**Art. 2.** – La Police Municipale s'assure que les logements sont bien évacués.

**Art. 3.** – Les dispositions du présent arrêté sont effectives du mardi vingt-trois octobre deux mille dix-huit à partir de dix-huit heures au mercredi vingt-quatre octobre deux mille dix-huit à huit heures.

**Art. 4.** – Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées par procès-verbal et sont poursuivies conformément à la loi

**Art. 5.** - Le présent arrêté fait également l'objet d'une publication sur le site Internet de la commune de Saint-Louis

**Art. 6.** - Madame La Directrice Générale des Services de la Ville de Saint-Louis, Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Saint-Louis, Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs de la mairie

**Art. 7.** – Ampliation du présent arrêté est adressée à :

- M. le Sous-Préfet
- Le Commandant de brigade de gendarmerie de Saint-Louis
- Le chef de Poste de la Police Municipale
- Centre de secours de Saint-Louis

Fait à Saint-Louis, le

22 OCT. 2018

Pour le Maire empêché

Mme Corine PAYET

2ème Adjointe



## LE MAIRE

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification :
  - d'un recours administratif (recours gracieux auprès du Maire). L'absence de réponse de l'administration pendant un délai deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut être contestée devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion
  - d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion qui peut être assorti d'un recours en référé prévu par l'article L.521-2 du code de justice administrative